

RETOUR A LA CASE DEPART?

Les promesses électorales un an après la transition en Centrafrique

Aperçu: Position d'Oxfam sur la mise en œuvre des promesses électorales en Centrafrique

Le 30 Mars 2016, l'investiture du Pr. Faustin Archange TOUADERA comme nouveau président de la république Centrafricaine après 3 ans de transition politique a suscité beaucoup d'espoir. Le retour à la normale dans ce pays dévasté par une crise aigue constituait les prémisses des promesses électorales autour de la restauration de la paix, la stabilité et la réconciliation en Centrafrique.

Un an plus tard, il est évident que cette dynamique semble remise en cause avec la vague de violence qui traverse à nouveau le pays depuis octobre 2016. En mars 2017, 60% du territoire reste encore sous le contrôle des groupes armés non étatiques et les promesses faites aux millions de centrafricains qui étaient affamés, déplacés, blessés et violentés semblent s'évanouir dans l'incertitude¹. Les efforts consentis par les nouvelles autorités constitutionnelles, ne pourront pas changer les tendances actuelles, si elles ne s'inscrivent pas dans la durée et ne bénéficient pas d'un réel soutien financier et technique de la communauté internationale.

1 CONTEXTE

Depuis Octobre 2016, les groupes armés s'affrontent à nouveau en empruntant un blason différent. Les alliances entre groupes armés ont été recomposées en donnant naissance à de nouvelles coalitions et de nouvelles dynamiques sur fond ethnique. Ainsi, la dynamique initiale opposant les groupes anti-balaka aux ex-seleka à subrepticement glissé dans des affrontements entre le groupe UPC (Unité pour la Paix en Centrafrique) majoritairement peulhs et une vaste coalition ralliant les anti-balaka à 3 des factions de l'ex-seleka, dont le FPRC (Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique), le RPRC (Rassemblement Patriotique pour le Renouveau de Centrafrique) et le MPC (Mouvement Patriotique pour la Centrafrique). Au même moment le nord-ouest demeure sous l'emprise des groupes d'auto défense et les milices anti-balaka qui affrontent le groupe 3R (Retour, réclamation et réhabilitation) créé en 2016. Ces affrontements en 6 mois ont causé les déplacements d'environ 100.000 personnes².

Une vaste partie du pays replonge dans une instabilité chronique 4 mois après la conférence des bailleurs à Bruxelles où la communauté internationale a promis de financer à près de 2,2 milliards de dollars le Plan de Reconstruction et de Consolidation de la Paix en RCA³. Mais, ces financements sont timidement déboursés par les bailleurs, de même que le plan de réponse humanitaire n'est financé qu'à 5.4% depuis le début de l'année⁴.

Le nouveau président avait pourtant pris des engagements solennels, promettant de restaurer la paix et la sécurité. Grace aux efforts de cohésion sociale impulsés par le gouvernement, la courbe de déplacement avait baissé de 8,42%, soit environ 6000 personnes retournées par mois. On est alors passé de 421,223 déplacés en Février 2016 à environ 385 750 en Aout 2016. Mais aujourd'hui le changement de cette dynamique est préoccupant. Entre Aout 2016 et Janvier 2017 le nombre de personnes déplacés est remonté à 402 240 personnes⁵. Soit une augmentation de 4% dont 2 708 nouveaux déplacés par mois.

La signature le 5 novembre 2016 du décret présidentiel marquant l'adoption du plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) est le signe clair de la volonté du président de respecter ses

engagements autour de 3 piliers majeurs: soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation, renouveler le contrat social entre l'Etat et la société et assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs. Mais, l'absence de stratégie à long terme et de lois transformatrices rend fragile ce plan et surtout la confiance et le lien sociale nées des promesses électorales. De même, la faiblesse des financements pour adresser les causes profondes de la crise freine la consolidation de la stabilité et le relèvement de l'économie et peut amener à une frustration sociale et ultérieure dégradation du contexte.

2 LA PAIX, LA SECURITE ET LA RECONCILIATION RESTE FRAGILE

a) Le dialogue politique avec les groupes armés doit déboucher sur la signature d'un accord légalement contraignant adopté par l'assemblée nationale.

Le dialogue amorcé avec l'ensemble des leaders d'environ 14 groupes armés pour la restauration de la sécurité et le désarmement il ya environ un an a certainement favorisé une accalmie relative. De plus, l'initiative africaine pour la paix en RCA entreprise par l'Union Africaine lors de son dernier sommet à Addis Abeba en Janvier 2017, a permis l'adhésion récente au Comité consultatif du DDRR des groupes armés initialement absents. L'adhésion ou le désistement de ces groupes armés au dialogue en cours hors d'un cadre légal bien défini et contraignant rend fragile le processus. Il est alors urgent que soit adoptée une stratégie et une loi nationale pour le DDRR (désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement) et qu'elles soient entérinées par l'assemblée nationale

Ce nouveau cadre légal doit clarifier les contradictions qui empêchent une véritable visibilité sur le processus de paix. Aujourd'hui il y a environ 70 000 éléments qui se revendiquent comme étant des ex-combattants⁶ et pourtant le gouvernement estime que son future programme de DDRR concerne seulement 7 000 ex-combattants (dont 1500 enfants associés aux groupes armés, 500 mercenaires étrangers et environ 1000 ex FACA) et s'étale sur une durée de 39 mois⁷. Il ya un risque que ces contradictions entraînent des frustrations.

b) La lutte contre l'impunité et la réconciliation nationale nécessite une stratégie pluriannuelle et des lois organiques favorisant la durabilité et la constitutionalité des processus de stabilisation.

Il n'existe toujours pas en dehors d'une loi créant la cour pénale spéciale et la nomination récente de son procureur, des stratégies nationales viables : de lutte contre l'impunité, de reconstruction et de réforme du secteur judiciaire et de redéploiement de l'autorité de l'Etat. Une vaste partie du territoire reste marquée par l'absence de la présence de l'Etat et plusieurs fonctionnaires n'ont toujours pas regagnés leurs postes. Les avancées palpables dans ce sens ne répondent toujours pas à une stratégie et à des lois et reformes légales transformatrices mais plutôt à des actions ponctuelles et fragiles. A Bangui, le niveau de violence a largement diminué grâce au redéploiement de l'autorité de l'Etat et la volonté des nouvelles autorités de reconstruire la cohésion et le tissu sociale. Mais cette dynamique n'est toujours pas suivie dans les autres préfectures du pays. A ce titre le retour spontané de plusieurs centaines de réfugiés ou de déplacés s'est heurté à de nombreuses résistances communautaires et incidents violents parfois encouragés par des autorités locales.

Au même moment au delà des actions ponctuelles, comme la création et la mise en place de comités de paix et de réconciliation dans les 8 arrondissements de Bangui, aucune loi ni stratégie sur les réparations ou la vérité n'a été mise en œuvre jusqu'à présent. La commission nationale vérité justice, réparation et réconciliation n'a toujours pas vu le jour bien que prévue. Ainsi, là où la cohésion sociale avait repris, la violence réapparaît parce qu'aucune stratégie nationale pour la réconciliation n'a été adoptée pour consolider les acquis du processus électoral. Face aux nombreux défis actuels, la réconciliation nationale doit occuper une place plus grande dans les priorités du gouvernement.

3 SOLUTIONS DURABLES POUR LES DEPLACES ET ACCES AUX SERVICES ESSENTIELS

L'adoption d'un cadre juridique et d'une stratégie en faveur des personnes déplacés, réfugiés et retournée est une urgence.

Un centrafricain sur 5 demeure déplacé ou réfugié et 58% des réfugiés centrafricains sont des enfants⁸. Les personnes retournées manquent d'accès aux conditions de sécurité de dignité requises. Les efforts du gouvernement pour faciliter le retour des 28000 personnes déplacés au sein de l'aéroport de Bangui peuvent être nuancés par le déplacement massif et continu de milliers d'autres personnes dans le centre, l'est et le nord du pays. Bien que la Centrafrique ait en 2010 ratifié la convention de Kampala pour la protection des personnes déplacées, une loi de domestication dans sa législation interne n'a toujours pas été adoptée et une stratégie nationale pour les solutions durables en faveur des personnes déplacés et réfugiés n'existe toujours pas. Il ya pourtant de nombreuses difficultés liés aux logements, terres et bien des personnes déplacés. Il est donc clair que les retours actuellement observés se font hors d'un cadre juridiquement protecteur. Pour renouveler le contrat social, l'Etat devra être capable d'assurer à la population un certains nombres de service sociaux et essentiels tels que l'accès à l'eau potable, à la santé et à l'éducation.

4 RELANCE ECONOMIQUE, AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE

La stratégie de sécurisation du territoire doit prendre en compte les zones de production agricole pour faciliter la relance économique.

Le gouvernement essaie de tenir ses engagements en favorisant la relance de la culture du coton à Bambari. Les efforts du gouvernement ont aussi permis la reprise de l'exportation du diamant dans les zones conformes aux processus Kimberley. Seulement, cela n'intègre toujours pas l'agriculture vivrière. Sur l'ensemble du territoire, environ 60% de centrafricains vivent de l'agriculture. A cause du manque d'accès à la terre et à l'insécurité, environ 37% n'ont pas cultivé 2016⁹ et environ la moitié de la population (48%) est en insécurité alimentaire¹⁰.

L'Ouham Pende et l'Ouham étaient reconnus avant la crise comme les greniers céréaliers du pays et entretenaient des liens commerciaux avec le Tchad et le Cameroun. Aujourd'hui les activités agricoles tardent à y reprendre. Selon les évaluations faites par Oxfam respectivement en mars 2016 et en février 2017, dans les sous-préfectures de Batangafo dans l'Ouham et de Paoua dans l'Ouham Pende, 80% des populations des villages ciblés ont déclaré que leurs biens de production ont été pillés ou volés. De même on a enregistré la baisse de la production la plus importante de ces dernières années, de l'ordre de 80% dont les principales raisons sont l'insécurité et le manque d'intrants agricoles. Cette baisse importante de la production et l'insécurité ont ainsi réduit les opportunités de travail (travail journalier agricole et non agricole, vente des produits de cueillette, vente de produits maraichers,) de tous les ménages, surtout des ménages pauvres, qui dépendaient principalement de ces sources de travail pour assurer leur accès aux produits alimentaires de base. Ainsi les promesses faites au sujet de la relance économique et de la production agricole ne pourront pas être réaliste si l'insécurité persiste dans des zones stratégiques de production.

5 CONCLUSION

En un an, la Centrafrique a connu d'énormes progrès sur le plan sécuritaire. Le risque de partition qui planait sur le pays en Novembre 2015 a été dissipé après les élections de nouvelles autorités qui ont travaillé à la continuité du dialogue politique et à la restauration de l'autorité de l'Etat. Cependant les solutions qui ont été proposées actuellement restent très fragiles à cause de leur caractère ponctuel. Plusieurs stratégies nationales sont en cours d'élaboration, mais s'avèrent très urgentes dans le contexte actuel. Si des mesures urgentes de long terme ne sont pas adoptés immédiatement, le risque de retour à la case départ est permanent.

Notes

1 La RCA demeure le seul pays au monde où la moitié de la population doit sa survie à l'aide humanitaire. Seulement 35% ont accès à de l'eau potable et 27% à des services d'assainissement. En 2016, 56% des infrastructures de santé étaient encore géré par des acteurs humanitaires.

2 OCHA,

http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA_RCA_Communique%CC%81_de_presse_Yaounde%CC%81_16_MARS_2017.pdf

3 Oxfam, Brussels donor funds pledged for CAR need to be released immediately,

<https://www.oxfam.org/en/pressroom/reactions/brussels-donor-funds-pledged-car-need-be-released-immediately>, 18 November 2016

4 Financial Tracking System, <https://fts.unocha.org/countries/43/summary/2017>, 28/03/2017

5 Réponse Régionale à la crise des Réfugiés en République centrafricaine, <http://data.unhcr.org/car/country.php?id=38>, consulté le 23/03/2017

6 OCHA, CAR : Aperçu des Besoins Humanitaires 2017,

https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/rca_ocha_2017_hno_narrative_detaillée.pdf, p. 5

7 Colonel Noël Bienvenu Selesson, <https://minusca.unmissions.org/des-avanc%C3%A9es-enregistr%C3%A9es-dans-le-programme-ddrr-en-centrafrique>

8 Akinkunmi Akingbade, These 5 African countries have the highest number of child refugees in the world,

<http://venturesafrica.com/these-5-african-countries-have-the-highest-number-of-child-refugees-in-the-world/>, September 15, 2016

9 PAM, Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire (ENSA) République Centrafricaine,

<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp290682.pdf>, Decembre 2016, p. 24

10 Idem

© Oxfam International Mars 2017

For further information on the issues raised in this paper please email advocacy@oxfaminternational.org

Published by Oxfam GB for Oxfam International in March 2017.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

OXFAM

Oxfam is an international confederation of 20 organizations networked together in more than 90 countries, as part of a global movement for change, to build a future free from the injustice of poverty. Please write to any of the agencies for further information, or visit www.oxfam.org